

Bilan du Sauvetage .....	1
Xavier Dousseau et ses compagnons .....	1
État des finances .....	3
Lettre d'un Sauveteur à sa famille .....	4
Comment fonctionne le CDS .....	5
Amiens ou "le loup sort du bois" .....	6

## BILAN DU SAUVETAGE

L'émergence du Sauvetage de 1992 à 1995 a bouleversé l'image de l'avortement en France. Le *"droit acquis toujours fragile"* dont parlait le Planning — qui a effectivement tremblé pour son monopole — s'est révélé un tabou explosif. Libérées du terrorisme intellectuel — le mythe des aiguilles à tricoter — les femmes ont commencé à parler de leurs enfants.

Rien d'étonnant par conséquent à ce que le mouvement spontané du Sauvetage ait été brisé dans son élan sous l'impulsion d'une coalition très puissante : la CADAC (coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) regroupant à sa création quarante partis, syndicats et associations de gauche et d'extrême gauche sous la houlette du Mouvement français pour le planning familial, et qui en compte aujourd'hui 166 !

Après le vote de la loi "Neiertz" sous la pression de la CADAC, **une mécanique de répression et d'exclusion a fonctionné.**

### ◆ Le système judiciaire :

les magistrats qui, en raison de leurs convictions, auraient pu prononcer des relaxes, se sont récusés (avéré à Lyon, Dijon et Valenciennes) ;

les autres, même militants de gauche — comme le président de la Cour de Grenoble, d'autre part mis en examen pour pédophilie quand il fut nommé à Chambéry l'année suivante... — ont appliqué cette loi toute neuve avec une circonspection très représentative de la crainte qu'éprouvait le gouvernement Balladur envers les réactions de son électorat. Il faut en effet constater que les magistrats, bien que ne se rendant pas aux arguments juridiques invoqués par les Sauveteurs,

n'ont prononcé des peines de prison ferme qu'en première instance — à la grande fureur de la gauche.

◆ Le pouvoir politique, au moment de l'élection de Jacques Chirac, a cru que sa victoire l'autorisait à donner des gages à la gauche sur ce terrain de l'avortement : l'amnistie a alors été refusée aux Sauveteurs. Ce qui a consacré leur défaite, mais aussi leur spécificité politique.

◆ La machine médiatique s'est mise en branle pour ridiculiser et dénoncer, grâce à des procédés d'amalgame, le Sauvetage comme une entreprise d'ordre moral et d'extrémisme.

◆ Ces manigances ont admirablement rempli leur office auprès des formations et groupements qui ont des raisons de redouter une dénonciation d'incorrection politique. Ce fut, chez les associations, revues et mouvements de jeunesse les plus classés à droite une émulation à critiquer le Sauvetage et à s'en

Suite en page 2 ➡

## XAVIER DOUSSEAU ET SES COMPAGNONS NOUVELLES VICTIMES DU COMMUNISME

L'Union des Femmes Françaises (U.F.F.) est une organisation de masse du Parti Communiste Français.

Du temps de l'Union Soviétique, l'U.F.F. était aussi une organisation de masse de l'Internationale communiste, adhérente à la Fédération Démocratique Internationale (siège à Berlin-Est).

Par ailleurs, L'U.F.F., depuis les procès de Sauveteurs, s'est régulièrement portée partie civile contre eux, au titre de l'article L 162-15-1 (amendement à la loi Neiertz).<sup>1</sup>

Pour ce faire, l'U.F.F., dont les statuts remontent à 1944, a modifié son objet statutaire, afin d'y inclure *"la défense du droit des femmes à accéder à la contraception et à l'avortement"*.

La jurisprudence alors diverge. Certains tribunaux, certaines Cours d'appel, prennent en compte l'existence depuis plus de cinq ans pour accorder à l'U.F.F. les droits de la partie civile. D'autres déclarent que le délai de cinq ans court à partir de la modification des statuts.

Ainsi, en mai 1995, l'U.F.F. est déclarée irrecevable par la Cour d'appel de Lyon, alors que le tribunal de Lyon lui avait accordé 3 000 F à titre de dommages et intérêts. Elle ne se pourvoit pas en Cassation pour une somme aussi modeste. Mais quand le tribunal de Valenciennes lui accorde la somme de 100 000 F — oui, cent mille francs ! — et que la Cour de Douai la juge irrecevable, alors, on comprend que l'U.F.F. se pourvoie en Cassation.

Suite en page 2 ➡

<sup>1</sup> "Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, dont l'objet statutaire comporte la défense des droits des femmes à accéder à la contraception et à l'avortement, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues par l'article L-162-15" (entrave à l'avortement).

## BILAN DU SAUVETAGE

(suite de la page 1)

démarrer, souvent par la voix de quelque bon Père, afin de faire autorité chez les braves gens.

◆ D'autant que l'église catholique en France, craignant, selon un de ses dignitaires de "renforcer son image d'intolérance", au risque de s'emmêler dans ses contradictions, se mit à dénoncer — sans condamner — ... C'est ainsi que le Cardinal Lustiger, après avoir envoyé au tribunal de Grenoble son témoignage en faveur de Dom Gérard, a expliqué dans Paris-Notre-Dame, l'organe de son diocèse, comment il fallait comprendre un peu différemment ses affirmations. Par conséquent les chrétiens se sont trouvés renforcés dans leur estimation que l'avortement est en France, de leur part, une question de libre choix.

Le discrédit auprès de la population à qui le Sauvetage devait naturellement être sympathique — chrétiens humanitaires et militants des droits de l'homme — a ainsi contribué à son étranglement. Il ne doit pas faire oublier les avancées dont la lutte pour le droit à la vie des enfants futurs-nés est redevable au Sauvetage :

- ◆ prise en considération de ses thèses sur une échelle nationale
- ◆ renforcement du courant pro-vie dans l'opinion, et aussi, parallèlement, des associations anti-avortement qui ont vu augmenter leurs adhérents, et donc leurs moyens

◆ attention soutenue sur le thème de l'avortement dans tous les médias, y compris audiovisuels, et ceci, non plus sur un mode militant, mais populaire. C'est-à-dire qu'aujourd'hui le droit d'une femme à garder son enfant s'exprime de façon naturelle, y compris par le vocabulaire utilisé ("mon bébé") dans les feuillets, téléfilms, enquêtes, débats et documentaires

◆ quantités de bébés sauvés, sans pour autant avoir atteint une baisse chiffrable. Cela s'explique par la prise de conscience non seulement des futures-mères, mais aussi des personnels, même dans les centres d'avortement, davantage soucieux maintenant d'écouter la demande souvent non exprimée des femmes qui sont contraintes d'avorter. Cette prise de conscience (ex. fermeture du centre d'avortement de Vichy par défection des médecins, en même temps que le Sauvetage de Dom Gérard) était un des buts du Sauvetage, selon les techniques de la non-violence qui vise à secouer les acteurs de la violence sans menacer leur intégrité.

◆ la transformation des mentalités, grâce à une partie de la jeunesse. La génération née après le vote de la loi d'avortement commence à ressentir qu'elle est survivante d'une hécatombe qui a emporté un de ses contemporains sur quatre. La formation de cette jeunesse est en voie de créer un courant beaucoup moins artificiel et controversé où la conscience du gâchis ouvre la voie à une reconquête des comportements.

Aujourd'hui, continuer votre soutien au Comité de Défense des Sauveteurs, ce n'est plus seulement une marque de solidarité, c'est l'adhésion à une stratégie pour une défense audacieuse du Droit à la Vie.

Thierry LEFEVRE

## XAVIER DOUSSEAU ET SES COMPAGNONS (suite de la page 1) NOUVELLES VICTIMES DU COMMUNISME

La Cour de Cassation, dans son arrêt du 22 octobre 1997, statue que :

*"L'objet social de l'U.F.F. tendant, antérieurement à la modification de ses statuts, à la défense des droits de la femme, incluait nécessairement la défense du droit des femmes à accéder à la contraception et à l'avortement".*

La Cour de Cassation a donné raison à l'U.F.F.

La Cour de Cassation a commis (volontairement ?) un contresens historique, le même «renversement de doctrine» que dans l'affaire Boudarel.

Car en 1944 et dans les années suivantes, la défense du droit des femmes était pour les communistes fort éloignée de l'objectif d'accéder à la contraception et à l'avortement. En effet le P.C.F. devait, pour des raisons d'opportunité légitimant sa participation au gouver-

nement, concourir à la reconstruction de la France et à sa politique nataliste.

Les travaux réalisés sur l'U.F.F. démontrent qu'après la Libération, les organisations féminines communistes ont renoncé, contrairement aux années 20, à axer leur action sur la libération sexuelle<sup>2</sup>. Les communistes ne se sont pas contentés d'oublier la libération sexuelle, ils l'ont combattue !

Maurice Thorez s'en est souvent expliqué, ainsi que Jeannette Vermeersch, sa femme, fondatrice de l'U.F.F. On ne compte plus leurs citations natalistes !

Suite en page 3 ➡

2. Ce que reconnaissent depuis les communistes : "Nous avons eu tort de combattre l'idée essentielle qui est celle de la nécessité pour les femmes et les couples de maîtriser la contraception, d'en faire un libre choix." (Gisèle Moreau, député PCF, membre du Comité Central du PCF, chef des « Filles Communistes »)

## ÉTAT DES FINANCES

Pour l'exercice 1995, le solde cumulé de vos dons au CDS était de  
124 445 F

En 1996, le CDS a recueilli  
263 880 F  
le solde non cumulé de vos dons pour l'exercice 1996 était de  
108 705 F

La majorité des dons aux Sauveteurs pris en charge par le CDS n'ont pas encore été versés. En septembre 1996, le CDS a décidé de prendre en charge les difficultés personnelles de certains Sauveteurs à hauteur de **400 597 F**.

Mais cette évaluation s'est révélée insuffisante. Aux dommages et intérêts arrêtés par les tribunaux se sont ajoutés des intérêts légaux, pénalités et frais d'huissiers qui grossissent d'autant la facture.

C'est à peu près **200 000 F** qui nous manquent aujourd'hui pour assumer les besoins des Sauveteurs nécessaires.

Malheureusement en 1997 vos dons en faveur du CDS n'ont été que de  
20 700 F

pour une dépense globale de  
122 381 F

Il ne reste donc plus en caisse que :  
 $(124\,445 + 108\,705 + 20\,700) - 122\,381 = \mathbf{131\,469\,F}$

De 1993 à 1997 inclus, le CDS a versé :  
Honoraires et frais de justice : **467 236 F**

Ces sommes comprennent :

- les très faibles honoraires ou frais de déplacements des avocats amis
- les honoraires des avocats correspondants
- les honoraires d'huissiers (citations de témoins)
- les honoraires des avocats à la Cour de cassation (10 procédures)
- les procédures de plaintes et les consignations

Dons aux Sauveteurs : **202 606 F**

On peut expliquer la baisse des recettes du CDS par l'arrêt du Sauvetage authentique tel que l'ont pratiqué les personnes défendues par le CDS. Comme il n'y a en apparence plus eu d'action, la générosité du public pro-vie s'est reportée sur d'autres besoins.

Mais les conséquences des Sauvetages, notamment financières, courent toujours.

**CONTINUEZ A AIDER GÉNÉREUSEMENT  
LE COMITÉ DE DÉFENSE DES SAUVETEURS !**

## XAVIER DOUSSEAU ET SES COMPAGNONS *(suite de la page 2)* NOUVELLES VICTIMES DU COMMUNISME

Un militant communiste, Jacques Derogy, a même été exclu du parti pour complicité avec le Planning familial naissant ...

L'épisode de l'U.F.F., partie civile aux procès des Sauveteurs, n'est qu'une nouvelle péripétie dans les mensonges du communisme : l'U.F.F. censure sa propre histoire pour en tirer des bénéfices.

Plus profondément, ce n'est pas par hasard que l'U.F.F. se retrouve dans les rangs des promoteurs de l'avortement et des adversaires de la liberté de défendre les enfants à naître.

Après l'effondrement du système soviétique, le P.C.F. a besoin de repenser ses cibles pour justifier l'existence de son

commerce du contrôle des populations.

Les crimes d'hier n'ont pas suffi. La complicité avec les crimes de Staline et de ses émules n'a pas suffi. Le communisme persiste dans sa position atavique de criminel.

Encore une fois, il a pris pour prétexte la défense des victimes (ici, les "femmes") pour justifier le meurtre (ici, de leurs enfants non-nés). Toujours la lutte des classes, même entre générations. Cette idéologie criminelle est tenace.

**Xavier DOUSSEAU et ses neuf compagnons ont déjà payé. Xavier Dousseau a perdu son emploi de directeur adjoint de l'Hôpital de Valenciennes. Il a été suspendu deux ans. Sa carrière est terminée. Pour avoir résisté au nom de la conscience du fonctionnaire face à une loi injuste, il paiera toute sa vie. Ce n'est pourtant pas dans l'air du temps.**

**Trois ans plus tard, les communistes de l'U.F.F. lui redemandent 100 000 F !**

**AIDONS XAVIER DOUSSEAU !  
MOBILISONS-NOUS CONTRE LES SÉQUELLES DU COMMUNISME !**

# HISTOIRE POUR BIEN PASSER NOËL ...

A l'approche de Noël, je voudrais vous conter une belle histoire.

L'action se déroule dans la bonne ville de Roanne, où tout semblait calme, ce matin de mercredi 26 octobre 1994.

Les personnages principaux sont les suivants : Dominique, garçon d'apparence solide mais déclaré sida ; Philippe, en fin de vie, malgré son jeune âge (sida terminal) et votre serviteur en bon état de marche.

Avec nous, trois filles : Anne, interne en médecine ; Marie-Liesse, jeune agrégée de physique aux yeux clairs ; et Isabelle, institutrice modèle dans une école digne d'un conte de fée.

Attention, ... c'est parti ! Notre petit groupe se faufile dans les rues désertes. Nous arrivons sans mal à l'hôpital de la ville, et nous descendons vers le bloc d'orthogénie. Ce mot veut dire «redressement de la race», mais c'est l'endroit où les femmes viennent enlever leur bébé, qui est petit au début, mais qui peut devenir encombrant. Mené à terme (quelques mois pour les pressés, neuf mois dernier délai pour les autres), il peut même encombrer l'espace sonore par ses cris, et l'espace olfactif par son odeur caractéristique.

Nous venions donc prendre la place des bébés qu'on devait aspirer. Oui, on se sert d'un aspirateur, ce jour-là, pour extraire les bébés du ventre de leur maman.

Hélas, d'autres personnages de cette histoire sont très mécontents : le personnel médical n'avait pas prévu d'aussi gros bébés ! Surtout attachés par le cou et les chevilles, avec de solides antivols.

Alors, devant notre mutisme, digne d'un embryon de dix semaines, les grands moyens sont déployés : pompiers, policiers, serruriers, procureur, tout ce petit monde s'affaire autour de nous, pour rendre aux femmes de Roanne le progrès et la liberté, momentanément entravés.

Au même instant, six Sauveteurs subissaient le même sort à Mâcon et deux jours avant, à Grenoble, dix personnes, avec Dom Gérard, Abbé bénédictin du Barroux, étaient restées enchaînées huit heures devant les caméras de télévision.

Vous devinez la suite : pin-pon jusqu'au commissariat pour trente heures de garde à vue, puis instruction devant la juge ex-antiterroriste. Procès quelques mois plus tard : 18 mois de prison dont 3 fermes. Appel groupé à Lyon le 15 mars 1996 de 45 prévenus : tarif réduit à 10 mois avec sursis et 10 000F d'amende pour chacun.

Entre temps, Philippe était monté au ciel, donnant à la cause du sida un bien bel exemple de courage.

Mais si cela paraît triste, apprenez que dans chaque lieu où nous avons pris la place des plus petits d'entre nous, des dizaines et des centaines de vies ont pu être sauvées par la suite.

En plus de ces miracles, sept jeunes Sauveteurs, dont le mannequin-vedette Noëlia Garcia, ont été relaxés à Chambéry, le 20 novembre 1996, car ils avaient empêché à Annecy, le 27 juin 1995, six IVG légales. Cette reconnaissance d'illégalité des IVG pratiquées en France est une victoire fondamentale de nos avocats (merci Me Morice !), acquise grâce à la non-violence de nos actions, et malgré notre petit nombre.

Malheureusement cette belle fin coûte une fortune : après l'échec de notre pourvoi en cassation le 20 septembre 1997, des huissiers sont venus frapper à nos portes. En tout, un million et demi de francs sont réclamés aux Sauveteurs par les juges, les syndicats et autre planning familial.

Vous pouvez donc continuer à écrire cette histoire à ma place, comme beaucoup d'amis qui nous ont aidés à sauver les meubles ! Face à la répression, la solidarité s'est organisée entre nous, et vous pouvez faire un beau cadeau de Noël à la défense de la vie, afin que beaucoup plus d'enfants se retrouvent l'année prochaine autour de la crèche.

... FIN

*Envoyer vos dons et lettres d'encouragement à Bruno SCHEFFER,  
et pour recevoir un reçu fiscal, veuillez établir vos chèque (100F minimum)  
au COMITÉ DE DÉFENSE DES SAUVETEURS.*

# COMMENT FONCTIONNE LE COMITÉ DE DÉFENSE DES SAUVETEURS

En septembre 1996, nous vous avons informés en vous présentant un tableau détaillé de toutes les condamnations, que la **facture** globale des amendes et dommages et intérêts concernant les quinze actions de Sauveteurs authentiques s'élevait à : 1 400 000 F.

En raison des facteurs évoqués dans d'autres articles de cette feuille d'information, on peut majorer les dettes de 20% au moins.

**Quelques Sauveteurs** se sont directement adressés à leur famille et à leurs amis. Ils voulaient à la fois les sensibiliser à leur action et leur demander les moyens de la poursuivre. Étranglée par la répression financière, l'action ne pouvait continuer sans emporter l'adhésion d'un public plus large. Certaines personnalités ont rencontré un certain succès dans cette démarche. D'autres, plus modestes, n'en ont rencontré aucun. A titre d'exemple, la "Lettre d'un Sauveteur à sa famille" que vous lirez dans ces pages, a rapporté ... 100 F !!

**Quelques Comités locaux** se sont créés pour faire appel à la générosité publique ou organiser des rassemblements pacifiques de soutien les jours de procès.

Par la suite les sommes recueillies ont été diversement gérées par ces comités locaux, mais en partie reversées sous forme d'aides directes aux Sauveteurs.

**Le Comité de Défense des Sauveteurs, fondé à l'initiative de La Trêve de Dieu**, est dirigé par quelques Sauveteurs chargés de représenter les intérêts de l'ensemble des Sauveteurs engagés dans les mêmes actions qu'eux.

Leur défense commence par la **communication** : **sensibilisation de l'opinion**

- ◆ les médias : communiqués de presse, conférences de presse, participation à des émissions radio et télévision, interviews à la presse écrite ;
- ◆ l'expression directe auprès du public : tracts, affiches, publications ;
- ◆ le dialogue avec les vecteurs d'opinion : partis politiques, églises, autres associations et mouvements.

A cause de la loi d'exception dite "Neiertz", les Sauveteurs ont été suivis de **procès politiques**. Ceux-ci ont servi de tremplin au Sauveteurs en **amplifiant l'opposition à l'avortement**.

Le rôle du CDS fut :

- ◆ concevoir et élaborer la **ligne de défense**
- ◆ coordonner le travail des **avocats**
- ◆ préparer les Sauveteurs à leur **comparution en justice**
- ◆ garantir leur **sécurité physique** contre les menaces des promoteurs de l'avortement, parties civiles à leurs procès : il n'y a jamais eu aucune bavure, en accord avec notre **ligne non-violente**
- ◆ **financer** l'ensemble de ces activités (cher !)
- ◆ reprendre si possible l'initiative dans la **dénonciation de la politique d'avortement légal**.

En dernier lieu, devant l'ampleur des condamnations, le C.D.S. a constitué, en septembre 1996, une **commission chargée d'examiner les difficultés individuelles des Sauveteurs**. Il a attribué un certain nombre de bourses (indemnités financières dérogatoires au système mis en place) à ceux qui ne pouvaient faire face : **familles nombreuses, sans ressources**.

En conclusion, le C.D.S. n'a pas pour vocation d'être une caisse d'assurance, ni même une caisse mutuelle qui compenserait les risques réellement choisis et assumés par les Sauveteurs. Il se veut d'abord un **instrument d'influence et de reconquête au service de la lutte contre l'avortement légalisé**, selon la voie ouverte par le Sauveteurs.

## CONTINUEZ PAR VOS DONNS A FAIRE VIVRE LE COMITÉ DE DÉFENSE DES SAUVETEURS !

**BON DE SOUTIEN à renvoyer au C.D.S., BP 167, 92805 Puteaux**

CDS9806

M., Mme, Mlle : ..... Année de naissance : .....

Prénom : ..... Profession : .....

Adresse : ..... Téléphones : ..... Fax : .....

Code postal : ..... Date et signature : .....

Ville : .....

# AMIENS OU «LE LOUP SORT DU BOIS»

Vendredi Saint 10 avril 1998. La justice française (ré)examinait ce jour la demande de dommages et intérêts présentée par l'Union des femmes Françaises (U.F.F.) suite au Sauvetage de Valenciennes du 16 Octobre 1995.

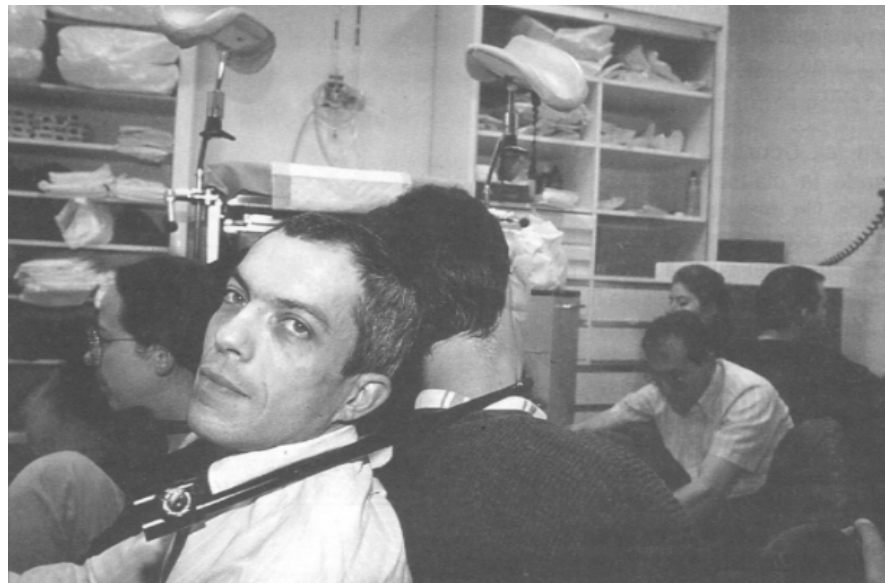
Rappelez-vous :

- ◆ 16 Octobre 1995 : Sauvetage de Valenciennes
- ◆ 15 Janvier 1996 : le tribunal correctionnel de Valenciennes alloue 100 000 frs (sic) de dommages et intérêts à l'UFF.
- ◆ 28 Juin 1996 : en appel, la cour de Douai annule le précédent jugement, déclarant irrecevable la constitution de partie civile de l'U.F.F.
- ◆ 1997 : sur pourvoi de l'U.F.F., la Cour de cassation casse l'arrêt de Douai et renvoie devant la Cour d'Amiens, qui se saisit de l'affaire le 10 Avril dernier.

S'en suit une plaidoirie bon ton de l'U.F.F. qui joue le profil bas :  
«*Nous nous occupons aussi des femmes, nous accompagnons des mères qui*

*politique nataliste d'après guerre devenue politique pro-avortement... en contradiction avec le droit français, les irrégularités des avortements commis dans les hôpitaux, et particulièrement à l'hôpital de Valenciennes, alors que le droit pénal est d'interprétation stricte, etc. ».*

Remous dans la salle parmi la demi-douzaine de membres de l'U.F.F., tentative d'interruption de Maître Morice par leur avocate, et déchaînement de cette dernière qui en oublie les propos feutrés du début et dévoile la véritable nature de l'U.F.F. : un organe de propagande idéologique, au service des plus puissants, installé sur un féminisme étroit, et destructeur des intérêts de la femme et de l'enfant.



**Xavier Dousseau et ses camarades lors du Sauvetage de Valenciennes**

*ont accouché, nous luttons contre le Sida, nous avons une très bonne revue, etc...», c'est tout juste si l'U.F.F. n'aurait pas dit qu'elle était contre l'avortement...*

Maître Olivier Morice aura vite fait sortir le loup du bois, en rappelant successivement « *Les liaisons étroites avec le P.C.F., sa*

A la fin de l'audience, Xavier Dousseau put indiquer où étaient les vrais dommages et les responsabilités, rappeler les sanctions qui l'avaient déjà frappé et justifier sa demande d'une véritable clause de conscience au sein d'une institution hospitalière qui perd ses repères traditionnels.

Et Noëlia Garcia, venue défendre une autre conception des droits de la femme et de l'enfant, donnait aux journalistes à méditer ce que serait demain la révolte des «survivants», cette jeunesse passée entre les mailles de l'avortement légalisé, et qui commence à se réveiller.

La Cour d'Amiens doit rendre sa décision le 26 juin. ■

✂ ————— CDS9806

**Je souhaite aider les Sauveteurs qui continuent d'être poursuivis en justice  
ET NOTAMMENT LES VICTIMES DE L'U.F.F. COMMUNISTE**  
Je verse la somme de :

100 F.

1000 F.

200 F.

5000 F.

500 F.

autre:

**Déduction fiscale :** 50% de votre don est déductible de votre impôt sur le revenu dans la limite d'un total de dons de 1,75% de votre revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera envoyé automatiquement pour votre déclaration de revenus.